

REPUBLIQUE DU DAHOMEY

--:-

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

--:-

ORDONNANCE N° 74-69 du 21 Novembre 1974

portant ratification de la Convention Internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies dans la Résolution 3068 (XXVIII) en date du 10 Décembre 1973.-

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, CHEF DU GOUVERNEMENT,

VU la Proclamation du 26 Octobre 1972 ;

VU le Décret n° 74-277 du 21 Octobre 1974, portant formation du Gouvernement ;

VU le Décret n° 74-289 du 4 Novembre 1974, déterminant les Services rattachés à la Présidence de la République et fixant les attributions des membres du Gouvernement ;

VU la Convention Internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies dans la Résolution 3068 (XXVIII) en date du 10 Décembre 1973 ;

SUR Proposition du Ministre des Affaires Etrangères ;

LE CONSEIL DES MINISTRE ENTENDU,

O R D O N N E :

ARTICLE 1er.- Est ratifiée la Convention Internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies par la Résolution 3068 (XXVIII) en date du 10 Décembre 1973 et dont le texte se trouve ci-joint.

.../...

ARTICLE 2.- La présente Ordonnance sera exécutée comme Loi de l'Etat.-

Fait à COTONOU, le 21 Novembre 1974

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,

Lieutenant-Colonel Mathieu KEREKOU

Le Garde des Sceaux, Ministre
de la Justice et de la Législation,

Le Ministre des Affaires Etrangères
et de Coopération,

Lieutenant-Colonel B. OHOUENS

Chef de Bataillon Michel ALLADAYE

Le Ministre de l'Intérieur et de
la Sécurité,

AMPLIATIONS ; PR 8 CS 6 CNR 4
MAE et ses services 16 Ministère-
res 12 SGG 4 SPD 2 DGP-DGAJL 4
INSAE 2 IAA -DCCT-IGF-CNI 4
Gde Chanc. 1 JORD 1

Capitaine Michel AIKPE

///-) ANNEXE

Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid

Les Etats Parties a la présente convention,

Rappelant les dispositions de la Charte des Nations Unies, par laquelle tous les membres se sont engagés à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation en vue d'assurer le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Considérant la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui dispose que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits et que chacun doit pouvoir se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur ou d'origine nationale,

Considérant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, dans laquelle l'Assemblée générale a déclaré que le processus de libération est irréversible et irrévocable et que, dans l'intérêt de la dignité humaine du progrès et de la justice, il fallait mettre fin au colonialisme et à toutes les pratiques de ségrégation et de discrimination dont il s'accompagne,

Rappelant que, aux termes de la Convention internationale sur

l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, les Etats condamnent tout particulièrement la ségrégation raciale et l'apartheid et s'engagent à empêcher, à interdire et à éliminer toute pratique de cette nature dans les territoires relevant de leur juridiction,

Rappelant que, dans la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, certains actes qui peuvent être qualifiés aussi d'actes d'apartheid constituent un crime au regard du droit international.

Rappelant que, aux termes de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, les "actes inhumains découlant de la politique d'apartheid" sont qualifiés de crimes contre l'humanité,

Rappelant que l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a adopté toute une série de résolutions dans lesquelles la politique et les pratiques d'apartheid sont condamnées en tant que crime contre l'humanité,

Rappelant que le Conseil de sécurité a souligné que l'apartheid et son intensification et son élargissement continus troublent et menacent gravement la paix et la sécurité internationales,

Convaincus qu'une Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid permettrait de prendre de nouvelles mesures plus efficaces sur le plan international et sur le plan national en vue de supprimer et de sanctionner le crime d'apartheid,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

1. Les Etats Parties à la présente convention déclarent que l'apartheid est un crime contre l'humanité et que les actes inhumains résultant des politiques et pratiques d'apartheid et autres politiques et pratiques semblables de ségrégation et de discrimination raciales, définis à l'article II de la présente convention, sont des crimes qui vont à l'encontre des normes du droit international et en particulier des buts et des principes de la Charte des Nations-Unies et qu'ils constituent une menace sérieuse pour la paix et la sécurité internationales.

2. Les Etats Parties à la présente convention déclarent criminels les organisations, les institutions et les individus qui commettent le crime d'apartheid.

Article II

Aux fins de la présente convention, l'expression "crime d'apartheid" qui englobe les politiques et pratiques semblables de ségrégation et de discrimination raciales, telles qu'elles sont pratiquées en Afrique australe, désigne les actes inhumains indiqués ci-après, commis en vue d'instituer ou d'entretenir la domination d'un groupe racial d'êtres humains sur n'importe quel autre groupe racial d'êtres humains et d'opprimer systématiquement celui-ci :

- a) Refuser à un membre ou à des membres d'un groupe racial ou de plusieurs groupes raciaux le droit à la vie et à la liberté de la personne :
 - i) En ôtant la vie à des membres d'un groupe racial ou de plusieurs groupes raciaux ;
 - ii) En portant gravement atteinte à l'intégrité physique ou mentale, à la liberté ou la dignité des membres d'un groupe racial ou de plusieurs groupes raciaux, ou en les soumettant à la torture ou à des peines ou des traitements cruels, inhumains ou dégradants;

iii) En arrêtant arbitrairement et en emprisonnant illégalement les membres d'un groupe racial ou de plusieurs groupes raciaux ;

b) Imposer délibérément à un groupe racial ou à plusieurs groupes raciaux des conditions de vie destinées à entraîner leur destruction physique totale ou partielle ;

c) Prendre des mesures, législatives ou autres, destinées à empêcher un groupe racial ou plusieurs groupes raciaux de participer à la vie politique, sociale, économique et culturelle du pays et créer délibérément des conditions faisant obstacle au plein développement du groupe ou des groupes considérés, en particulier en privant les membres d'un groupe racial ou de plusieurs groupes raciaux des libertés et droits fondamentaux de l'homme, notamment le droit au travail, le droit à l'éducation, le droit de quitter son pays et d'y revenir, le droit à la nationalité, le droit de circuler librement et le droit à la liberté de résidence, le droit à la liberté d'opinion et d'expression et le droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques ;

d) Prendre des mesures, y compris des mesures législatives, visant à diviser la population selon des critères raciaux en créant des réserves et des ghettos séparés pour les membres d'un groupe racial ou de plusieurs groupes raciaux, en interdisant les mariages entre personnes appartenant à des groupes raciaux différents, et en expropriant les biens-fonds appartenant à un groupe racial ou à plusieurs groupes raciaux ou à des membres de ces groupes ;

e) Exploiter le travail des membres d'un groupe racial ou de plusieurs groupes raciaux, en particulier en les soumettant au travail forcé ;

f) Persécuter des organisations ou des personnes, en les privant des libertés et droits fondamentaux, parce qu'elles s'opposent à l'apartheid.

Article III

Sont tenus pour pénalement responsables sur le plan international, et quel que soit le mobile, les personnes, les membres d'organisations et d'institutions et les représentants de l'Etat, qu'ils résident sur le territoire de l'Etat dans lequel les actes sont perpétrés ou dans un autre Etat, qui :

a) Commettent les actes mentionnés à l'article II de la présente convention, participent à ces actes, les inspirent directement ou conspirent à leur perpétration ;

b) Favorisent ou encouragent directement la perpétration du crime d'apartheid, ou y coopèrent directement.

Article IV

Les Etats Parties à la présente convention s'engagent :

a) A prendre toute les mesures, législatives ou autres, nécessaires pour empêcher que le crime d'apartheid et autres thèses semblables en faveur de la ségrégation ou leurs manifestations ne soient encouragés de quelque manière que ce soit ainsi que pour éliminer tout encouragement de cette nature et pour punir les personnes coupables de ce crime ;

b) A prendre des mesures législatives, judiciaires et administratives pour poursuivre, faire juger et punir conformément à leur juridiction les personnes responsables ou accusées des actes définis à l'article II de la présente convention, qu'elles résident ou non sur le territoire de l'Etat dans lequel ces actes ont été perpétrés, et qu'il s'agisse de ressortissants de cet Etat ou d'un autre Etat ou de personnes apatrides.

Article V

Les personnes accusées des actes énumérés à l'article II de la présente convention peuvent être jugées par un tribunal compétent de tout Etat Partie à la présente convention qui pourrait avoir juridiction sur lesdites personnes, ou par un tribunal pénal international qui serait compétent à l'égard de ceux des Etats Parties qui auront accepté sa compétence.

Article VI

Les Etats Parties à la présente convention s'engagent à accepter et à exécuter conformément à la Charte des Nations Unies les décisions prises par le Conseil de Sécurité et visant à prévenir, réprimer et sanctionner le crime d'apartheid, ainsi qu'à concourir à l'exécution des décisions adoptées par d'autres organes compétents de l'organisation des Nations-Unies en vue d'atteindre les objectifs de la présente convention.

Article VII

1. Les Etats Parties s'engagent à soumettre périodiquement au groupe créé conformément à l'article IX des rapports sur les mesures législatives, judiciaires, administratives ou autres qu'ils auront prises pour donner effet aux dispositions de la présente convention.

2. Des exemplaires desdits rapports seront transmis, par les soins du secrétaire général, au Comité spécial de l'apartheid.

Article VIII

Tout Etat Partie à la présente convention peut demander à l'un quelconque des organes compétents de l'Organisation des Nations Unies de prendre, conformément à la Charte des Nations Unies, les mesures qu'il juge appropriées pour prévenir et éliminer le crime d'apartheid.

Article IX

1. Le Président de la Commission des droits de l'homme désignera un groupe composé de trois membres de ladite commission, qui seront en même temps des représentants d'Etats Parties à la présente convention, aux fins d'examiner les rapports présentés par les Etats Parties conformément aux dispositions de l'article VII.

2. Si la Commission des droits de l'homme ne comprend pas de représentants d'Etats Parties à la présente convention, ou en comprend moins de trois, le Secrétaire général, en consultation avec tous les Etats Parties à la présente convention, désignera un représentant d'un Etat Partie ou des représentants d'Etats Parties à la convention non membres de la Commission des droits de l'homme pour siéger au groupe créé en vertu des dispositions du paragraphe 1 ci-dessus jusqu'à l'élection de la Commission des droits de l'homme de représentants d'Etats Parties à la convention.

3. Le groupe pourra se réunir pour examiner les rapports présentés conformément aux dispositions de l'article VII, pendant une période commençant cinq jours au plus avant le début de la session de la Commission des droits de l'homme et se terminant cinq jours au plus après la clôture de ladite session.

Article X

1. Les Etats Parties à la présente convention habiliteront la Commission des droits de l'homme à :

a) Demander aux organes de l'Organisation des Nations Unies, quand ils communiquent des exemplaires de pétitions conformément à l'article 15 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, d'appeler son attention sur les plaintes concernant des actes qui sont énumérés à l'article II de la présente convention ;

b) Etablir, en se fondant sur les rapports des organes compétents de l'Organisation des Nations Unies et sur les rapports soumis périodiquement par les Etats Parties à la présente convention, une liste des personnes, organisations institutions et représentants d'Etats qui sont présumés responsables des crimes énumérés à l'article II de la présente convention, ainsi que de ceux contre lesquels des poursuites judiciaires ont été engagées par les Etats Parties à la présente convention ;

c) Demander aux organes compétents de l'Organisation des Nations-Unies des renseignements au sujet des mesures prises par les autorités responsables de l'administration de territoires sous tutelle et de territoires non autonomes ainsi que de tous autres territoires auxquels s'applique la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale à l'égard des personnes qui seraient responsables des crimes visés à l'article II de la présente convention et qui sont présumés relever de leur juridiction territoriale et administrative.

2. En attendant que soient atteints les objectifs de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui figure dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960, les dispositions de la présente convention ne restreindront en rien le droit de pétition accordé à ces peuples par d'autres instruments internationaux ou par l'Organisation des Nations-Unies et ses institutions spécialisées.

Article XI

1. Les actes énumérés à l'article II de la présente convention ne seront pas considérés comme crimes politiques aux fins de l'extradition conformément à leur législation et aux traités en vigueur.

Article XII

Tout différend entre les Etats Parties concernant l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente convention qui n'aura pas été réglé par voie de négociation sera porté devant la Cour internationale de Justice, sur la demande des Etats Parties au différend, à moins que ceux-ci ne soient convenus d'un autre mode de règlement.

Article XIII

La présente convention est ouverte à la signature de tous les Etats. Tout Etat qui n'aura pas signé la Convention lors de son entrée en vigueur pourra y adhérer.

Article XIV

1. La présente convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt d'un instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article XV

1. La présente convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date du dépôt auprès du Secrétaire général des Nations Unies du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront la présente convention ou y adhéreront après le dépôt du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion, la présente convention entrera en vigueur le trentième jour après la date du dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article XVI

Tout Etat Partie peut dénoncer la présente convention par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général des Nations Unies. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

Article XVII

1. Tout Etat Partie peut, à tout moment, demander la révision de la présente convention par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général.

2. L'Assemblée générale décide des mesures à prendre, le cas échéant au sujet d'une demande de cette nature.

Article XVIII

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera tous les Etats :

a) Des signatures, ratifications et adhésions au titre des articles XIII et XIV ;

b) De la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur conformément à l'article XV ;

c) Des dénonciations notifiées conformément à l'article XVI ;

d) Des notifications adressées conformément à l'article XVII.

Article XIX

1. La présente convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposée aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations-Unies fera tenir une copie certifiée conforme de la présente convention à tous les Etats.